

La version déformée de la doctrine Monroe selon Trump

Le professeur Jeffrey Sachs examine comment une version renouvelée de la doctrine Monroe pourrait soit constituer une initiative anti-impérialiste reconnaissant des sphères de sécurité, soit faciliter l'impérialisme américain et être mise en œuvre sans accord avec les autres grandes puissances. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X /Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdiesen Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau dans l'émission. Nous sommes ici avec le professeur Jeffrey Sachs pour discuter de la nouvelle doctrine Monroe des États-Unis. Merci beaucoup de nous rejoindre depuis le Vatican — si je ne me trompe pas ? Eh bien, à Rome, oui, en effet. Alors, dans cette nouvelle stratégie de sécurité nationale dont tout le monde semble parler, les États-Unis réaffirment la doctrine Monroe — non pas de manière dissimulée, ni avec des euphémismes ou des mots cachés. Au contraire, c'est très direct ; elle est mentionnée à plusieurs reprises. Pour citer le début : « Après des années de négligence, les États-Unis réaffirmeront et appliqueront la doctrine Monroe afin de restaurer la prééminence américaine dans l'hémisphère occidental. » En tant qu'historien de l'économie, comment percevez-vous le rôle de la doctrine Monroe, en termes d'interprétation et de la manière dont l'administration Trump l'utilise ?

#Jeffrey Sachs

Très bien, car le fait est que cela ne réaffirme pas la doctrine Monroe — cela la déforme complètement, et elle a changé à plusieurs reprises au cours de l'histoire. La doctrine Monroe originale visait à mettre fin au colonialisme européen dans les Amériques, mais elle est désormais interprétée comme une autorisation de l'hégémonie américaine et d'un harcèlement éhonté dans la région. Ainsi, lorsque Trump revendique un corollaire à la doctrine Monroe, il ne parle pas vraiment de la doctrine Monroe ; il parle d'une version « trumpienne » qui est totalement différente de l'originale. La doctrine Monroe a été énoncée en 1823. C'était le septième message annuel du président James Monroe au Congrès, et ce passage n'en constituait qu'une partie. La doctrine Monroe elle-même comportait trois principes fondamentaux.

C'était au début des années 1820, après que les pays d'Amérique latine eurent obtenu leur indépendance à la suite des guerres napoléoniennes. Ils s'étaient révoltés contre les empires

européens, et il existait désormais des nations indépendantes en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Les États-Unis déclarèrent d'abord que l'ère du colonialisme européen dans les Amériques était révolue. Cela ne signifiait pas la fin de toutes les colonies européennes — certaines existent encore aujourd'hui, notamment dans les Caraïbes, par exemple, ou même en Amérique du Sud. Mais l'idée était qu'il n'y aurait plus de nouvelles colonies. Le second principe était que l'Europe ne devait pas intervenir dans les affaires des Amériques. C'était donc une idée de non-intervention — non seulement la fin du colonialisme, mais aussi la fin de l'ingérence européenne. Rappelons que c'était l'époque du grand impérialisme européen.

Et les États-Unis, un pays alors nouveau et relativement faible, affirmaient que les empires européens ne devaient pas s'ingérer dans les affaires internes des pays nouvellement indépendants qui s'étaient détachés de l'Europe. Il y avait une troisième clause, presque jamais mentionnée mais très importante, qui disait, en somme, que les États-Unis ne s'ingéreraient pas dans les affaires européennes. Ainsi, dès le départ, la doctrine Monroe était une doctrine de réciprocité. Cela est très rarement rappelé. Les États-Unis, dès le début, disaient : « Ne vous mêlez pas de nos affaires, et nous ne nous mêlerons pas des vôtres. » Or, cela n'a jamais vraiment été appliqué — du moins pas depuis que les États-Unis sont devenus une grande puissance. Sur le plan international, au XX^e siècle, la doctrine a été appliquée ainsi : « Ne vous mêlez pas de nos affaires, et nous nous mêlerons des vôtres comme bon nous semble. » Merci beaucoup.

Ainsi, la partie sur la réciprocité était très importante en 1823, mais elle a ensuite été abandonnée. On peut voir qu'en 1823, la doctrine Monroe n'était pas une doctrine revendiquant des prérogatives des États-Unis dans les Amériques, ni le droit d'intervention des États-Unis, ni quoi que ce soit de ce genre. C'était un message adressé à l'Europe : cessez votre colonialisme, cessez d'intervenir dans les affaires intérieures des Amériques, et nous, les États-Unis, n'interviendrons pas dans les affaires intérieures de l'Europe. Au cours du XIX^e siècle, la doctrine Monroe a été invoquée à plusieurs reprises — par exemple, lorsque Napoléon III a tenté d'installer un empereur au Mexique, et que les États-Unis ont répondu non : les puissances impériales européennes ne peuvent pas s'ingérer dans les affaires des Amériques.

À partir de la fin du XIX^e siècle, les États-Unis avaient achevé leur conquête de l'Amérique du Nord, ce qui constituait la principale expansion impérialiste du pays au XIX^e siècle — une expansion continentale. Mais une fois le continent sous contrôle américain, les actions internationales des États-Unis ont pris une dimension impériale. Ainsi, dès le milieu des années 1890, le président Grover Cleveland invoqua la doctrine Monroe pour empêcher la Grande-Bretagne d'imposer un ajustement territorial entre le Venezuela et la Guyane britannique. C'était un exemple des États-Unis affirmant davantage leurs prétentions — en disant : « C'est nous qui allons trancher ces questions », et non les puissances européennes. Après tout, la Grande-Bretagne était la principale puissance mondiale en 1895. Mais ensuite, en 1905, notre véritable président impérialiste, Theodore Roosevelt, formula un corollaire — et cela est très, très important.

Il y a aussi un contexte. Le corollaire Roosevelt, en 1904, affirmait que les États-Unis exerçaient leurs fonctions de police dans l'hémisphère occidental — les États-Unis étaient là pour maintenir l'ordre dans l'hémisphère occidental. C'était donc très différent de la doctrine énoncée 80 ans plus tôt. Ce n'était plus seulement une doctrine adressée à l'Europe ; c'était une affirmation de la puissance américaine sur le continent américain, selon laquelle les États-Unis seraient le policier de la région. Cela a d'ailleurs une origine intéressante. Le Venezuela avait fait défaut sur sa dette extérieure au début du XX^e siècle — vers 1902, je crois — et la Grande-Bretagne avait envoyé des navires de guerre, un cas de ce qu'on appelait la diplomatie de la canonnière, dans le port de Caracas et avait commencé à bombarder la ville pour exiger la reprise du service de la dette.

Ainsi, le corollaire de Roosevelt visait en partie à mettre fin à la diplomatie de la canonnière pratiquée par la Grande-Bretagne et d'autres puissances européennes créancières. Mais il ne se contentait pas de dire : « Arrêtez ça. » Il affirmait : « Nous assurerons le maintien de l'ordre. » Après le corollaire de Roosevelt, les États-Unis sont intervenus militairement, à plusieurs reprises, dans les Caraïbes et en Amérique centrale — en débarquant des troupes à Cuba, au Nicaragua, en Haïti ou en République dominicaine — chaque fois qu'ils le jugeaient nécessaire selon le principe énoncé par Roosevelt. La situation s'est améliorée en 1934, lorsque Franklin Roosevelt est arrivé au pouvoir et a déclaré : « D'accord, nous allons mettre fin à notre propre diplomatie de la canonnière. Nous allons cesser nos interventions avec les Marines. »

Nous aurons une politique de bon voisinage. Et cela s'expliquait par le fait que l'Amérique latine bouillonnait à cause de toutes les interventions militaires des États-Unis. Après la Seconde Guerre mondiale, un traité continental très important fut adopté — la Charte de l'Organisation des États américains — à Bogotá en 1948. Et dans cette charte, je crois que c'est l'article 19, il y a une clause de non-intervention, très importante, stipulant qu'il existe une sécurité collective dans les Amériques et qu'aucun pays n'interviendra militairement ou politiquement dans les affaires intérieures d'un autre pays. Comme c'est beau et intéressant — et comme c'est différent de ce qui est affirmé aujourd'hui.

Nous en arrivons donc enfin à Trump. En réalité, même avant d'en venir à Trump, il faut mentionner ceci : lorsque l'Union soviétique, en 1962, a installé des armes nucléaires offensives à Cuba — après la Révolution cubaine et après que les États-Unis ont tenté d'envahir Cuba et de renverser Castro lors de la Baie des Cochons en 1961 — les États-Unis ont alors invoqué la doctrine Monroe, et l'ont fait à plusieurs reprises par la suite, en affirmant que les puissances extérieures ne devaient pas intervenir dans les Amériques, ce qui correspondait en quelque sorte au sens originel de la doctrine. Mais cela nous amène à Trump, car Trump est en quelque sorte la version hypertrophiée du corollaire de Roosevelt. Cela revient à dire que les États-Unis ne sont pas seulement le policier, mais l'hégémon — le patron. Non seulement nous maintiendrons l'ordre, mais nous ferons aussi exploser des bateaux de pêche si nous décidons qu'ils transportent de la drogue...

Non seulement nous réquisitionnerons des pétroliers quand bon nous semblera, comme les États-Unis l'ont fait il y a quelques jours, mais nous affirmons également le droit de dire au reste des Amériques avec qui ils peuvent ou ne peuvent pas faire des affaires. Ce n'est pas seulement que les autres pays ne peuvent pas s'ingérer dans les affaires intérieures — ils ne peuvent même pas faire de commerce. Ils ne peuvent ni échanger ni investir, si les États-Unis en décident ainsi. Donc, la corollaire de Trump, c'est : nous sommes le patron, nous sommes l'hégémon. Nous ferons ce que nous voulons. Nous dirons aux autres pays : « Vous passerez des contrats avec des entreprises américaines, en source unique. Vous ne traiterez pas avec la Chine. Vous ne traiterez pas avec des influences extérieures sur les soi-disant actifs stratégiques. »

Qu'est-ce que c'est ? Ce que nous considérons comme des atouts stratégiques. Nous vous dirons qui investira dans notre hémisphère et qui ne le fera pas. Et vous l'accepterez — un ordre dirigé par les Américains. C'est absolument extraordinaire. Tout cela pour dire, Glenn, désolé d'être si bavard, mais il s'agit d'une transformation complète de ce que James Monroe a transmis au Congrès américain en 1823, à savoir que l'Europe devait cesser son colonialisme, cesser ses ingérences et rester à l'écart — et que nous ferions de même vis-à-vis de l'Europe. Aujourd'hui, c'est une revendication de colonialisme américain, un droit de domination dans les Amériques, et tout le monde doit rester à l'écart. Eh bien, c'est quelque chose — ce n'est pas un corollaire. C'est une revendication complètement différente, et tout à fait scandaleuse.

#Glenn

Eh bien, je suis heureux que vous ayez exposé à la fois les aspects positifs et négatifs ici, car c'est un équilibre difficile à trouver. La doctrine Monroe était anti-impérialiste dans la mesure où elle visait à tenir les puissances coloniales européennes à l'écart des Amériques. Mais en la faisant respecter, il est facile d'en faire une politique impériale en facilitant à la place l'impérialisme américain. Alors, comment trouver cet équilibre — exiger que les autres restent à l'écart sans revendiquer la domination ? Car c'est souvent ce que l'on observe aux frontières des grandes puissances. Vous et moi avons déjà parlé du fait que la même logique s'applique à l'Ukraine.

C'est-à-dire que les pays occidentaux n'auraient pas dû... enfin, ils ont subverti le gouvernement. Ils n'auraient pas dû intervenir militairement. Cependant, cela ne donne pas non plus à la Russie le droit de le dominer. Alors, comment trouver un équilibre dans cette situation ? Et cela devrait aussi passer par la réciprocité — c'est-à-dire des accords avec d'autres — car il est très difficile de faire accepter à d'autres grandes puissances l'idée que nous resterons à leurs frontières, mais qu'elles ne peuvent pas être aux nôtres. Comment cela pourrait-il être mis en œuvre, concrètement, si vous deviez vous asseoir avec ces dirigeants mondiaux et parvenir à un accord sur une sorte de doctrine Monroe civilisée, pour ainsi dire ?

#Jeffrey Sachs

La doctrine Monroe comporte en réalité deux éléments très séduisants. Le premier est l'anti-impérialisme — ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays. C'était une déclaration précoce de ce principe, mais il est désormais inscrit dans la Charte des Nations unies. L'idée que les pays sont souverains et que les autres ne devraient pas interférer dans leurs affaires politiques internes est excellente. Le problème, c'est que les États-Unis ne la reconnaissent pas en pratique, car la politique étrangère américaine repose généralement sur des opérations de changement de régime. Parmi tous les pays du monde, en fait, les États-Unis ne pratiquent pas vraiment la diplomatie au sens normal du terme, c'est-à-dire dire : « Nous avons des différends avec vous, négocions », surtout lorsque le gouvernement en face est suffisamment petit pour que Washington pense pouvoir simplement le contourner.

Il dit : « Nous allons vous changer. Nous allons vous renverser. » Et il y a eu, bien sûr, probablement une centaine de telles opérations de changement de régime. J'aime faire référence à l'excellent livre de Lindsay O'Rourke intitulé **Covert Regime Change**. Elle était doctorante de John Mearsheimer et a réalisé une étude remarquable sur toutes les opérations de changement de régime menées par les États-Unis entre 1947 et 1989. Elle a recensé soixante-quatre opérations de changement de régime clandestines — « clandestines » signifiant que les États-Unis ont tenté de renverser un gouvernement tout en mentant à ce sujet, en niant leur implication. C'est donc cela qui est d'abord rejeté dans la doctrine Monroe — très séduisant. Ensuite, la doctrine Monroe, comme nous l'avons tous deux mentionné, est réciproque, ce qui, encore une fois, est complètement oublié.

Les États-Unis affirment clairement : « Nous ne nous mêlerons pas des affaires de l'Europe. » Et cela remonte en fait au discours d'adieu de George Washington, dans lequel il met en garde contre les enchevêtrements dans les affaires européennes — selon lui, les États-Unis ne doivent pas s'impliquer dans les guerres sans fin de l'Europe. Ce sont donc deux idées séduisantes : la non-intervention et la réciprocité comme normes fondamentales. Je pense qu'elles peuvent être intégrées dans un système légitime aujourd'hui, celui dont nous avons parlé et que j'appelle les « sphères de sécurité ». Par « sphères de sécurité », j'entends une sorte de prolongement de la doctrine Monroe, formulée un peu différemment. Cela signifie que les grandes puissances — et par là j'entends les grandes puissances nucléaires capables de projeter leur puissance au-delà de leurs frontières : les États-Unis, l'Europe, la Russie, la Chine et l'Inde — doivent respecter les zones frontalières des autres grandes puissances afin de ne pas provoquer ce qui pourrait devenir une guerre nucléaire. Ce serait un premier élément.

C'est un peu comme la doctrine Monroe. Elle stipule que la Russie ou la Chine ne devraient pas intervenir dans les Amériques, mais que les États-Unis ne devraient pas intervenir dans le voisinage immédiat de la Russie — l'Ukraine — ni dans celui de la Chine, Taïwan. Et cela serait réciproque. Mais j'associerais cela à la politique du bon voisinage de Franklin Roosevelt, qui a réellement fonctionné et qui est très importante. Voilà encore une raison pour laquelle je considère Franklin Roosevelt comme le plus grand président américain. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, il a déclaré : «

Nous mettrons fin à ces interventions militaires des États-Unis dans les Amériques. » Et il l'a fait. Sa vision était que nous serions nous-mêmes beaucoup plus en sécurité si nous avions une sécurité collective dans notre région.

Ainsi, l'idée d'une sphère de sécurité est un arrangement entre grandes puissances selon lequel celles-ci déclarent : « Nous ne franchirons pas les lignes rouges des autres grandes puissances », afin d'éviter un conflit mondial — ce que les États-Unis ont ouvertement violé auparavant, en poussant à l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie. Mais la politique du bon voisinage affirme que cela ne donne pas pour autant à la Russie le droit de diriger l'Ukraine ou la Géorgie, pas plus que cela ne donne aux États-Unis le droit de diriger le Mexique ou de renverser le gouvernement du Venezuela, ce que Trump essaie de faire en ce moment.

Voici donc les deux principes que je souhaiterais : la non-ingérence des grandes puissances dans les zones d'influence d'autres grandes puissances, afin d'éviter de faire exploser le monde — mais aussi rappeler aux grandes puissances qu'elles ne sont pas des tyrans. Elles n'ont aucun droit d'intervention militaire. Elles n'ont aucun droit de faire exactement ce que Trump fait actuellement au Venezuela, c'est-à-dire de déstabiliser explicitement le pays dans le but de renverser un gouvernement. Cela ne devrait pas prévaloir. C'est contraire à la Charte des Nations unies et, à mon sens, contraire à la sécurité des États-Unis. Oui, nous pouvons faire toutes sortes de choses, mais cela conduit-il à de bons résultats ? Non.

Quand on examine les enseignements de l'excellente étude de Lindsay O'Rourke, on constate que ces opérations de changement de régime sont généralement des catastrophes. Oui, peut-être qu'un gouvernement est renversé — mais que se passe-t-il ensuite ? Le plus souvent, c'est la guerre civile, les troubles, les migrations massives, l'effondrement économique. En d'autres termes, cela ne produit rien de stable ; cela engendre quelque chose d'instable qui peut en réalité dégénérer en un nouveau désordre régional ou mondial. Ainsi, l'idée d'intervenir, de renverser des gouvernements, de se proclamer — selon la corollaire de Trump — le tyran de l'hémisphère, n'est pas dans l'intérêt des États-Unis, encore moins dans celui des pays visés.

#Glenn

J'aime bien, toutefois, l'idée de revenir à une organisation fondée sur les grandes puissances. Cela peut aussi prendre une forme négative si l'on pense que ces grandes puissances se partagent le monde entre elles. Mais, sous une forme plus bienveillante, si les grandes puissances s'unissent — non pas pour se réserver des zones d'influence exclusives, mais pour admettre qu'elles doivent se tenir à l'écart des arrières-cours des autres et harmoniser leurs intérêts — alors, en somme, si l'on parvient à mettre en place les grands éléments, les plus petits deviennent plus faciles à organiser ensuite. Il a été rapporté que l'administration Trump souhaiterait créer quelque chose en alternative au G7, car le G7 n'inclut plus toutes les principales économies. Il est donc question d'un « noyau des cinq » : les États-Unis, le Japon, la Chine, la Russie et l'Inde. L'Europe — peut-être de façon surprenante — n'en fait pas partie. Mais l'idée serait que ces cinq pays trouvent une formule de

coopération. Pensez-vous que cela pourrait, en quelque sorte, civiliser et donner une version bienveillante de cette doctrine Monroe ?

#Jeffrey Sachs

D'abord, c'est intéressant. Je pense qu'il y a une distinction très importante entre le militaire et l'économie, et je préfère garder les deux bien distincts. Mais c'est l'inverse qui se produit en ce moment. L'idée actuelle, c'est que tout dans l'économie concerne le militaire, et donc le commerce s'effondre parce que, soi-disant, tout a un double usage. Cela signifie : « Oh, cette technologie pourrait se retrouver dans une arme — donc nous ne pouvons pas commercer, donc nous ne pouvons pas avoir de chaînes d'approvisionnement, donc nous devons démanteler le commerce international, la finance et le système d'investissement. » C'est une grosse erreur. C'est une sorte d'erreur paranoïaque, et cela revient à mettre les généraux aux commandes de l'économie. Non, merci. Ce n'est pas la bonne façon de voir les choses.

Je pense en effet que l'accommodement entre grandes puissances est vital — à cause des armes nucléaires, parce que l'armement est très dangereux, parce que nous entrons désormais dans une escalade vers les armes autonomes, les armes spatiales, la cyberguerre et la nouvelle guerre technologique de l'ère numérique : essais de drones et tout le reste. Ainsi, les risques de confrontation entre grandes puissances sont extrêmement élevés. Et les tambours de guerre dans notre journalisme, par exemple en Occident, sont choquants. Le New York Times a publié il y a quelques jours un article de son comité éditorial sur la préparation à la guerre de demain — ce qui est choquant, écœurant, stupéfiant par son insistance sur la préparation à la guerre plutôt que sur la diplomatie. Donc, oui, j'aimerais que quatre ou cinq grandes puissances s'assoient ensemble et définissent ces sphères de sécurité — pour se comprendre, cesser de se harceler mutuellement, cesser de provoquer un conflit entre les États-Unis et la Chine, cesser de provoquer un conflit entre les États-Unis et la Russie. C'est cela, l'objectif.

En ce qui concerne l'économie, tout d'abord, je suis beaucoup moins convaincu que ces cinq-là soient en quelque sorte les bons, ou qu'il existe un ordre exclusif dans l'économie, car celle-ci devrait simplement être un jeu gagnant-gagnant favorisant l'amélioration économique, et non une compétition entre quelques grandes économies. En ce sens, nous disposons d'un ordre économique multilatéral qui s'est construit au fil des décennies. L'Organisation mondiale du commerce en est un exemple. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle en est un autre. L'Union internationale des télécommunications en fait partie. L'IATA pour l'aviation civile en fait également partie. En d'autres termes, il s'agit de normes internationales régissant le comportement économique international.

Et nous avons le G20, que Trump essaie actuellement de briser, parce qu'il ne veut pas de l'Indonésie, du Brésil, de l'Afrique du Sud, de la Turquie et d'autres à la table — même si ce sont des pays très importants comptant des centaines de millions d'habitants. Trump dit : « Non, non, je vais choisir une autre liste », et cette liste est principalement fondée sur l'exclusion. Sur le plan

économique, il n'y a aucune raison pour une telle exclusion. En réalité, c'est très dangereux. Notre objectif principal devrait être la prospérité collective. Nous devrions nous réjouir que le G20 ait intégré l'Union africaine et ses 1,5 milliard d'habitants — les États membres de l'UA — dans le processus du G20. Ce qui s'est passé, cependant, lors du récent G20 à Johannesburg, c'est que Trump l'a boycotté.

C'est un bigot. C'est un raciste. Sa base est comme ça — c'est à eux qu'il s'adresse. Alors il dit : « Je ne vais pas dans ces endroits. » C'est une forme de racisme vulgaire, en réalité, et c'est une force motrice, du moins dans l'imagination de Trump. Je ne parlerai pas pour les autres. On peut le soutenir sans être rien de tout cela. Mais pour Trump, c'est bel et bien une conviction. Et donc, quand il dit : « Non, je vais inviter ce groupe à la table pour parler d'économie », je trouve cela non seulement peu convaincant, mais aussi très délibéré et agaçant. Il exclut les 1,5 milliard d'habitants de l'Afrique, il exclut les 700 millions d'habitants de l'Asie du Sud-Est dans les onze pays de l'ASEAN, il exclut les centaines de millions d'habitants d'Amérique latine. Non merci.

#Glenn

Eh bien, non, c'est un excellent point. Et je pense que beaucoup de ces pays — l'Indonésie, la Turquie, même le Brésil — l'idée qu'ils ne soient que des acteurs mineurs, ou que ce vaste pays doive être placé sous la Doctrine Monroe, comme s'il s'agissait d'une zone d'influence exclusive des États-Unis, est assez... eh bien, compte tenu de la nouvelle répartition du pouvoir, ce n'est pas rationnel. Et je pense qu'une chose que nous verrons dans le monde multipolaire, c'est que de nombreux pays de taille moyenne gagneront une autonomie politique bien plus grande. Permettez-moi juste — une dernière question très rapide, cependant. La nouvelle Doctrine Monroe de Trump semble adopter une position claire selon laquelle la Chine et la Russie ne devraient pas être présentes dans l'hémisphère occidental. D'après la lecture du document, quel rôle pensez-vous que la Chine et la Russie seraient, entre guillemets, « autorisées » à avoir dans l'hémisphère occidental selon la vision que Trump a de cette nouvelle Doctrine Monroe ?

#Jeffrey Sachs

Clairement, oui. Trump comprend ce qu'il fait en excluant la Chine en particulier de l'hémisphère occidental en ce qui concerne son rôle dans les infrastructures, les investissements, les opérations commerciales, l'exploitation minière, et ainsi de suite. L'idée est la suivante : nous dirigeons, contrôlons, extorquons et exproprions dans l'hémisphère occidental — personne d'autre. C'est tout à fait explicite, car il ne s'agit pas seulement d'ingérence dans les affaires politiques internes ou militaires ; il s'agit de ce qu'ils appellent des actifs stratégiques, ainsi que des contrats et des infrastructures. Nous avons déjà vu cela à l'œuvre dans le cas du canal de Panama, par exemple, où Trump a déclaré : « Vous ne pouvez pas avoir une entreprise internationale de Hong Kong opérant dans la zone du canal de Panama. » Vous plaisantez ? Hutchison ? C'est une société hongkongaise-britannique bien établie. Le propriétaire a d'ailleurs, si je ne me trompe pas, la citoyenneté canadienne.

Et soudain, Trump déclare qu'une opération portuaire ordinaire menée par une entreprise de Hong Kong n'est pas autorisée. L'idée est d'écarter la Chine de ce secteur afin que les États-Unis puissent en tirer tout le profit. C'est irréal. Je pense que c'est absolument délirant et empreint d'hubris. Or, ce serait dévastateur pour les économies des Amériques s'ils allaient réellement dans ce sens, car la Chine est actuellement leur principal partenaire commercial. Mais c'est une tentative d'exclure la Chine — des infrastructures, des services portuaires, du ferroviaire et d'autres domaines. Il ne s'agit pas d'avancées stratégiques de la Chine. Ce n'est pas une militarisation. C'est de l'économie. C'est du commerce. Nous devrions maintenir une distinction entre le commerce, les questions militaires et nucléaires. Si nous ne le faisons pas, nous détruirons l'économie en même temps que nous nourrirons notre paranoïa. Et c'est précisément ce que nous devons éviter.

#Glenn

Eh bien, merci beaucoup d'avoir pris le temps si tôt — un vendredi, bien sûr. Je sais que c'est une grande journée là-bas à Rome, alors merci beaucoup.

#Jeffrey Sachs

Super. Ravi d'être avec vous. Merci beaucoup, Glenn.